

Le PS bouge encore

Anatomie d'une transformation partisane

Par Carole BACHELOT

À quelques jours du second tour des municipales, que reste-t-il du parti qui domina à gauche pendant une quarantaine d'années, jusqu'à 2017 ? Au-delà de l'extinction de ses ressources, cet article propose de considérer les transformations du parti à l'aune de sa culture organisationnelle.

« Les partis meurent longtemps », soulignait M. Offerlé (*le Monde*, 31 mai 2017), surtout les plus puissants ; leurs modalités de survie ou de recomposition sont multiples. À la tribune du Conseil national du Parti socialiste (PS) le 1^{er} février 2020, son Premier Secrétaire Olivier Faure avait lancé la campagne des élections municipales en appelant à en faire un « moment de renaissance » pour son parti, reconnaissant ainsi implicitement que celui-ci était moribond.

Cet appel, déjà peu audible alors, s'est heurté six semaines plus tard à l'interruption de la campagne et à une crise sanitaire qui ont fait du gouvernement et des experts médicaux les principaux protagonistes du débat politique, réactivant ainsi des interrogations désormais chroniques sur l'utilité politique et sociale des partis. Cette séquence semble cependant avoir renforcé la détermination d'O. Faure à demander la constitution d'un « bloc social, écologique, féministe et démocratique » (*Libération*, 23 mai 2020), nécessitant au préalable l'« addition » (une reformulation du « dépassement » souhaité en février) des organisations existantes, la sienne compris.

En campagne lors d'élections cruciales pour la survie politique de ce parti identifié au « socialisme municipal »¹, son leader semble donc acter, au minimum, sa marginalisation durable dans le paysage politique français ; et laisse même entendre que son parti pourrait ne pas présenter de candidat lors de l'élection présidentielle de 2022.

Dans ce contexte, est-il encore utile de revenir sur le cas du PS ? Longtemps privilégiée par les recherches françaises sur les partis politiques, cette organisation est désormais devenue, bien malgré elle, un « petit » objet pour les sciences sociales. Les signes de son déclin spectaculaire sont connus : durant ces cinq dernières années, la formation a perdu l'essentiel de ses principales ressources, financières (une dotation publique divisée par cinq), comme militantes (seulement 37 000 votants au congrès d'Aubervilliers en 2018, contre 71 000 au congrès de Poitiers en 2015), et électorales (un score aux élections nationales plafonnant à 6 %, un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale divisé par 10 par rapport à celui de 2012). La vente à l'automne 2018 de son siège emblématique de la rue de Solférino et son déménagement à Ivry-sur-Seine (municipalité contrôlée jusqu'à aujourd'hui par le Parti communiste français) incarne à elle seule sa marginalisation dans le paysage politique français.

L'analyse de la situation d'une organisation encore dominante à gauche il y a à peine cinq ans reste cependant d'actualité. Non seulement parce que le PS est loin d'avoir disparu², mais aussi parce qu'en dépit de l'abondance de commentaires sur sa chute, peu ont examiné ses répercussions sur l'organisation partisane. La littérature académique sur l'évolution des partis est bien plus prolixe sur les phases de croissance (notamment des effectifs militants) que sur celles de déclin³. Cet article ne reviendra toutefois pas sur les causes de ce dernier, souvent imputées aux choix programmatiques et stratégiques de l'exécutif socialiste (Grunberg 2017, Lefebvre 2017, Sawicki 2017, Martin 2018⁴). D'autres analyses (Cos, 2017) ont montré que les ambiguïtés et les revirements du quinquennat Hollande surviennent à l'issue d'une longue séquence de dévitalisation idéologique d'un parti peuplé de « professionnels de la politique ». La focalisation sur l'élection présidentielle, la nécessité d'un flou doctrinal permettant de préserver l'unité politique du parti dans l'opposition ont de fait relégué la production programmatique en bas de l'échelle des priorités du PS.

À l'heure où ses leaders théorisent son dépassement, notre analyse portera quant à elle sur les processus de transformation de l'organisation socialiste. Cette réflexion trouve son

¹ En l'absence d'un lien fort avec les organisations syndicales depuis la charte d'Amiens, l'implantation municipale représente historiquement pour le Parti socialiste son principal ancrage social (voir le seul dans les classes populaires). Rémi Lefebvre (2004) a bien montré comment, en retour, le socialisme français, peu centralisé et longtemps exclu de l'expérience gouvernementale a été travaillé par l'institution municipale, jusqu'à s'y « dissoudre » tant d'un point de vue organisationnel (« le parti, c'est la mairie ») qu'idéologique (en se convertissant à un socialisme gestionnaire).

² Il reste à la tête de cinq grandes régions (sur 13), 26 départements, une douzaine de villes de plus de 100 000 habitants (avant le renouvellement de 2020) ainsi que d'un groupe parlementaire de 70 sénateurs. Ce capital électif non négligeable s'explique par son niveau encore très élevé en 2012 (19 régions sur 20, une cinquantaine de départements, etc.).

³ Pour une exception récente, voir Martinache et Sawicki (2020).

⁴ Voir la recension par F. Haegel, <https://laviedesidees.fr/Le-grand-chambardement-des-systemes-partisans.html>

origine dans une recherche ethnographique menée il y a une dizaine d'années sur la direction nationale du PS (Bachelot, 2008). Malgré ses succès électoraux, l'organisation professionnalisée du PS était déjà en butte à des dynamiques externes liées à sa médiatisation et aux primaires faisant intervenir des sympathisants dans ses processus d'investiture, mais aussi à l'affaiblissement de sa direction centrale face à des élus notabilisés, renforcés par la succession des victoires au niveau local.

Une décennie plus tard, reste à comprendre ce qui reste d'un parti alors même qu'il a perdu l'essentiel de ses ressources. En l'occurrence, la rétraction des capitaux électoraux, financiers et militants du PS ne signifie pas nécessairement la disparition d'une forme organisationnelle figée, rendue obsolète par l'émergence de nouveaux partis-mouvements. Le déclin peut aussi donner à voir une recomposition de l'organisation autour de dimensions culturelles peu explorées par une approche classiquement centrée sur les ressources.

Des formes partisans en mouvement

Au-delà de simples organisations, les partis peuvent être définis comme de véritables « entreprises culturelles », dans la mesure où les activités partisans ne s'expliquent pas uniquement par la quête du pouvoir, mais aussi par des cadres normatifs « objectivés dans des règles et un langage qu'on peut apparenter à une culture partisane » (Sawicki, 2001).

La question de savoir si les partis de gouvernement français dits « traditionnels » (PS, LR, MODEM, Verts...) sont en ce sens des institutions culturelles « fortes » ou « faibles » a longtemps été débattue (Fretel, Lefebvre, 2008). Mais il est certain que la persistance d'une organisation partisane réside pour beaucoup dans sa capacité à maintenir une identité propre, et donc à ériger des frontières, matérielles comme symboliques, qui la distinguent de son environnement immédiat.

Or la crise récente du PS s'inscrit précisément dans un processus de remodelage de ces frontières sur le temps long.

Depuis les années 1930, les effectifs militants socialistes se caractérisent par un fort renouvellement et des flux d'adhésion cycliques, qui connaissent des pics lors des victoires électorales (Front Populaire, Libération, mai 1981) et des reflux marqués lors des défaites (Cépède, 2018). Simultanément, et sans doute en lien avec ce phénomène, la culture organisationnelle socialiste, fondée sur le modèle du « parti militant », a longtemps affirmé une distinction forte entre les adhérents et les sympathisants (qui n'avaient pas voix au chapitre de l'organisation avant les primaires de 2006). Le PS d'Épinay a conservé les procédures exigeantes d'adhésion héritées de la SFIO, impliquant le paiement d'une cotisation proportionnelle au revenu et une présentation physique en section. L'évaluation du nombre des encartés détermine

en effet le poids respectif des fédérations et des courants internes au sein des instances dirigeantes, composées au *pro rata* des résultats obtenus au congrès.

Bien que toujours réfractaire au modèle du « parti de supporters », l'institution socialiste a cependant profondément évolué sur ce point en organisant des primaires présidentielles à partir des années 2000. À l'ouverture difficile du Parti en 2005 aux « nouveaux militants » ayant adhéré par internet pour une cotisation modique d'une vingtaine d'euros (Barboni, Mermat, Treille, 2011) a succédé, sans grands débats internes, une égalisation ponctuelle des statuts des sympathisants et des adhérents. En 2011, les uns et les autres ont ainsi payé la même cotisation symbolique d'un euro pour participer à la désignation du candidat. L'hémorragie récente des effectifs militants, largement due aux défaites électorales successives depuis 2014, intervient ainsi dans un contexte où les frontières de l'institution étaient déjà poreuses et à géométrie variable.

Le contrôle des flux militants se heurte par ailleurs depuis les élections de 2017 à la disparition des frontières institutionnelles revendiquées par les principales organisations adverses. Jean-Christophe Cambadélis, alors Premier secrétaire, s'est vu ainsi contraint en septembre 2017 de rappeler par une circulaire interne⁵ adressée aux parlementaires et aux Premiers secrétaires fédéraux, le principe fondateur selon lequel les adhérents socialistes ne peuvent adhérer en même temps à un autre parti, contrairement à ce que permettent alors La République En Marche (LREM) comme La France Insoumise (LFI).

Ces dynamiques successives d'ouverture et de rétraction montrent que loin d'être une entité rigide, le PS est pris depuis plusieurs années dans des relations complexes de mimétisme et de différenciation envers la « mouvementisation » du champ politique. Depuis le début des années 2000, et plus encore depuis 2017, le maintien d'une intense production statutaire souligne une valorisation constante de la règle écrite et de la formalisation d'une bureaucratie partisane qui se distinguent clairement des principes organisationnels « horizontaux » revendiqués par les mouvements sociaux puis par les nouveaux partis-mouvements. Les statuts actuels, ré-écrits et censés être « allégés », comptent ainsi encore 27 pages (contre 35 auparavant) et 155 articles (à comparer aux statuts quasi inexistantes de LFI). Ils restent fidèles à une forme de résistance à la centralisation et à la personnalisation du pouvoir et réaffirment le principe originel d'une collégialité du leadership (la direction du parti est assurée par le Conseil national entre deux congrès et par le Bureau national entre deux sessions du CN). Depuis 2015, l'élection du Premier secrétaire est même de nouveau adossée au vote sur un texte dont il est le premier signataire et ne se fait plus sur son seul nom (comme c'était le cas depuis 1995).

Mais simultanément, ces textes réglementaires manifestent un certain nombre d'emprunts aux mouvements sociaux et aux « partis-mouvements » qu'il s'agit de concurrencer. Ce mimétisme est particulièrement visible dans la lente conversion du PS au *multi-speed membership*⁶. Au PS, les textes réglementaires reconnaissent désormais les « adhérents » à part

⁵ Circulaire n°1405, 4 sept. 2017.

⁶ Modalités d'adhésion ouvrant droit à des niveaux d'engagement diversifiés (Scarrow, 2014).

entière, les « sympathisants » depuis 1999, depuis 2015 les « adhérents thématiques » qui peuvent adhérer pour travailler sur un thème programmatique spécifique, mais ne peuvent voter lors des congrès et des investitures, et depuis 2019 les « engagés », qui ont voté lors d'un « chantier thématique » et ont acquitté une participation forfaitaire. Cette multiplication des statuts a également engendré celle de diverses formes de consultations et de débats internes. S'ajoutent ainsi aux consultations habituelles des adhérents lors des congrès les « chantiers thématiques », organisés autour d'une plate-forme numérique et les « initiatives militantes » (droit d'initiative et d'interpellation des instances nationales par les militants et fédérations). Enfin, pour la première fois, et sur le modèle de dispositions qu'on retrouve aussi bien à LFI qu'à Génération.s ou à LREM, le principe du tirage au sort a été introduit dans la désignation des instances nationales en janvier 2019, même si son rôle reste pour l'instant restreint.

L'hémorragie des cadres dirigeants, un « ancien monde » disséminé

Le diagnostic de disparition de « l'ancien monde » socialiste doit aussi prendre en compte les exits massifs d'adhérents et de dirigeants à tous les niveaux de l'organisation. Récemment (11 fév. 2020), les Décodeurs du Monde ont livré un décompte impressionnant : sur les 156 secrétaires nationaux et membres du bureau national en poste à l'issue du congrès de Poitiers en 2015, 63 % ont quitté leurs fonctions dirigeantes ; parmi eux, 30 % ont migré vers d'autres partis ou se sont mis en retrait de la vie politique. Un examen attentif de ces chiffres permet cependant de démentir certaines idées reçues : les départs très médiatisés de Gérard Collomb, Jean-Yves Le Drian, Christophe Castaner vers LREM n'ont été suivis que par 9 % de ces cadres. Une proportion équivalente (9 %) a symétriquement quitté le PS pour la gauche de la gauche (Génération.s, LFI, et le nouveau parti fondé par Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann, La Gauche Républicaine et Socialiste).

Ces *exits* ont certes été délétères pour le PS, qui a perdu avec ces militants hyper-professionnalisés leurs ressources, leurs compétences et leur ancrage électoral. Mais ils manifestent également une forme de dissémination militante et culturelle dont il faudra évaluer les effets à long terme. Érigé par ces « ex » en contre-modèle, le PS a en fait fourni à ses deux principaux adversaires l'essentiel de leurs cadres dirigeants. À titre d'exemple, LREM est aujourd'hui animé par d'anciens membres des courants strauss-khanien (autour de Stanislas Guérini, délégué général du mouvement) et cambadéliste (Pierre Person, délégué général adjoint). Parmi les 308 députés de la majorité présidentielle, 83 sont d'anciens adhérents ou élus socialistes et la quasi-totalité du groupe des sénateurs LREM est composée d'anciens parlementaires du PS. On peut supposer que l'ancien monde socialiste, porté par ces cadres qu'il a profondément « socialisés » politiquement, va nécessairement marquer de son empreinte ce nouveau milieu partisan.

La persistance d'un « petit » parti

L'idée de la disparition brutale d'un ancien modèle partisan doit donc être relativisée. Mais il faut aussi s'interroger sur les caractéristiques de cette organisation transformée. Si la fameuse « loi d'airain de l'oligarchie » édictée par Roberto Michels est avérée, la relation de causalité qu'elle pose entre croissance des effectifs militants et bureaucratisation devrait entraîner un affaiblissement de cette dernière en situation de déclin (Panebianco, 1988). Or les recherches récentes tendent plutôt à montrer l'inverse : les partis en perte d'effectifs se sont professionnalisés et ont accru leurs ressources financières comme bureaucratiques, notamment lorsqu'ils étaient déjà fortement institutionnalisés (Kölln 2015), comme c'est le cas du PS.

La relégation accélérée de celui-ci en « petit parti » a de fait eu des effets complexes sur son organisation : certaines ressources ont disparu, au profit d'un durcissement bureaucratique sur d'autres dimensions. Cette évolution comporte deux caractéristiques notables. La première touche à l'équilibre des ressources entre niveau national et local, crucial dans une formation aussi décentralisée. En l'occurrence, ce sont les fédérations départementales qui ont absorbé l'essentiel du choc électoral, entraînant un recentrage des ressources au niveau national. Les défaites aux dernières élections législatives ont provoqué un effondrement de ses ressources financières (tant du fait de la baisse du financement public que de celle des cotisations d'élus, qui représentaient jusqu'en 2017 un cinquième de son budget). Le PS a dû licencier en 2018 une soixantaine de permanents sur la centaine de salariés de Solférino. Mais même considérablement réduit, le personnel du siège devient le pôle décisif d'une organisation dont, par exemple, les sièges fédéraux des bastions du Nord et des Bouches-du-Rhône, contre-pouvoirs historiques de la direction nationale, ont dû être vendus. De nombreux permanents ont ainsi quitté leurs activités partisans, pourtant indispensables à la mobilisation militante⁷.

La deuxième dimension de cette évolution porte sur le recentrage de l'appareil autour de professionnels aguerris. L'hémorragie des effectifs a déstabilisé les logiques d'avancement, par ailleurs affectées par les effets de la loi sur le cumul et la fin de carrière des cadres partisans entrés en politique à la fin des années 1970. Bien qu'étant dans une situation diamétralement opposée à celle d'organisations en expansion rapide, le PS présente à cet égard les mêmes symptômes que ceux observables à LFI ou LREM : le manque de cadres professionnalisés y produit un renouvellement massif et une accélération des carrières. Lors du dernier congrès d'Aubervilliers, près d'un tiers des membres du BN (23 sur 72) étaient ainsi de nouveaux arrivants dans les instances nationales.

Deux remarques doivent cependant nuancer ce constat d'un renouvellement inédit. Notre recherche (Bachelot, 2008) avait montré que même au temps de la prospérité électorale, la direction nationale a toujours été marquée par un fort *turn-over*, induit par la gestion des

⁷ Depuis 2017, seules les fédérations correspondant à des départements et/ou à des villes centres encore détenus par le PS ont réussi à se maintenir financièrement (Haute-Garonne, Hérault, Haute-Vienne, Loire-Atlantique...).

« rétributions du militantisme » (Gaxie, 1977) qui permettent de fidéliser et/ou de récompenser les cadres dirigeants⁸. Surtout, les échelons nationaux (notamment aux postes stratégiques de la gestion de l'organisation) se sont recentrés autour de personnalités peu médiatiques mais professionnalisées de longue date, comme l'illustre la trajectoire d'Olivier Faure. La carrière de l'actuel Premier secrétaire, ancien responsable au MJS et à la l'UNEF-ID, secrétaire général du mouvement des jeunes rocardiens (Forum), conseiller parlementaire de M. Aubry lorsque celle-ci était ministre du Travail, chef de cabinet de F. Hollande à Solférino de 2000 à 2007, secrétaire général du groupe parlementaire socialiste, député depuis 2012 puis président du groupe de 2016 à 2018 est ainsi le produit d'une intense socialisation organisationnelle.

Le renouvellement chronique des instances nationales a enfin pour effet paradoxal de maintenir la force d'inertie de certains rituels partisans, qui permettent une forme de stabilité fonctionnelle. Le principe de collégialité (un des marqueurs forts de la culture socialiste) est ainsi formellement réaffirmé par le déroulement immuable des réunions hebdomadaires des instances de direction. Les Conseil, Bureau, Secrétariat national continuent de mettre en scène l'égalité formelle entre pairs (matérialisée par le droit de vote/veto individuel des membres, ou encore le tutoiement) (Bachelot, 2012). Elles ont certes beaucoup perdu en capacité de délibération et de décision stratégique, après plusieurs années de contournement systématique alors que le PS était au pouvoir : contrairement aux usages les ministres ne sont pas venus y présenter leurs mesures, et les votes sur la politique gouvernementale n'y ont plus été organisés depuis 2016 (Lefebvre 2017). De même, les membres du CN n'ont appris que 48 heures avant qu'on les fasse voter sur cette proposition en séance, le 16 mars 2019, que pour la première fois de son histoire, le parti allait proposer à une personnalité extérieure (Raphaël Glucksmann) de prendre la tête de sa liste aux élections européennes.

En revanche, dans la mesure où elles restent plus contrôlables que des arènes partisans plus larges et médiatisées (comme les congrès), tout en permettant l'expression de l'ensemble des courants, leur rôle dans la légitimation des équipes de direction s'est plutôt renforcé. C'est ainsi le Conseil national qui a désigné J.-C. Cambadélis comme Premier secrétaire en remplacement d'Harlem Désir (CN du 15 avril 2014, avant un vote de ratification des adhérents... un an plus tard, lors du congrès de Poitiers), c'est également le CN qui a ratifié la proposition d'une « direction collégiale provisoire » (8 juillet 2017) après la déroute de l'élection présidentielle et la démission de J.-C. Cambadélis. Or l'institution « tient » aussi par ces dispositifs : ces passations de pouvoir sont certes largement décidées, selon les circonstances, par le Premier secrétaire et son entourage, par des ministres influents, voire par Matignon et l'Élysée, mais ne peuvent être proposées que lorsqu'elles sont susceptibles de recueillir une majorité des voix dans ces instances. Simultanément, certaines d'entre elles (Assemblées générales fédérales préparatoires au congrès, conseils nationaux depuis 2015) ont d'ailleurs été fermées à la presse alors qu'elles étaient « ouvertes » depuis une dizaine d'années. Au-delà d'une

⁸ Depuis le début des années 1980, il y a toujours eu au moins 20 % de nouveaux membres à chaque renouvellement du Bureau national, ce chiffre atteignant régulièrement les 50 % dans les années 1990 et 2000 (jusqu'à 70 % en 1993). Le principe de la rotation des postes a même été inscrit dans les statuts du Parti en 2003.

« bunkerisation » du parti, cette réaction peut aussi être interprétée comme une tentative de redonner aux instances leur vocation délibérative initiale. On sait depuis Erving Goffman (1996) le caractère crucial du secret pour le maintien des équipes. Cela vaut *a fortiori* pour un parti qui n'a jamais réellement intégré son rapport aux médias dans son fonctionnement politique (à la différence du *New Labour* britannique), et qui s'est structuré bien avant l'ère numérique – à la différence de LFI ou de LREM, dont l'organisation s'est en grande partie structurée autour de boucles internet.

Le maintien de formes partisans anciennes, comme « enkystées » par l'assèchement des ressources, peut également être constaté s'agissant des courants. Depuis la SFIO, ils manifestent la spécificité de son pluralisme interne, autrefois face au modèle communiste du centralisme démocratique, et aujourd'hui face à la concentration du pouvoir dans les partis-mouvements autour de personnalités charismatiques. Les courants restent au PS un rouage essentiel de la répartition des postes internes. Surtout, ils constituent des « équipes », reposant sur une loyauté et des relations d'intérêts partagés entre les membres et le chef de courant.

Or depuis une vingtaine d'années, et alors même que la personnalisation de la vie politique ne cesse de s'intensifier, les courants n'en finissent plus de se recomposer, notamment sous l'effet du scrutin majoritaire, utilisé pour élire le Premier secrétaire et les premiers secrétaires fédéraux depuis 1993, puis dans le cadre des primaires. Tous les courants ne présentent pas de candidats, certains candidats ne disposent pas de courants constitués, certains courants se divisent quant aux candidats à soutenir. La primaire de 2006 puis celle de 2017 ont particulièrement accéléré ces reconfigurations, en investissant pour la première une candidate (Ségolène Royal) dépourvue de courant constitué, et pour la deuxième un candidat (Benoît Hamon) à la tête d'une équipe bien identifiée, mais minoritaire depuis 2002.

Les mouvances peu structurées qui organisent aujourd'hui la « gauche » du parti derrière Laurent Baumel ou la « majorité » d'Olivier Faure ont donc peu à voir avec la stabilité des courants fabiusiens ou rocardiens des années 1980. Pourtant, la forme courant connaît elle-même une relative persistance. Outre son rôle dans l'attribution des postes, elle continue de fonctionner comme un mécanisme d'identification des cadres et des adhérents (en fonction de leur appartenance à la majorité ou à une minorité d'opposition au Premier secrétaire). Surtout, les courants semblent demeurer l'armature principale des conflits idéologiques ou stratégiques, comme en témoigne l'épisode de la fronde parlementaire (2014-17). Les divisions internes, sans objet dans le cadre d'instances nationales dépourvues de tout pouvoir décisionnel, se sont en effet déportées vers le groupe parlementaire. Si aucune caractéristique sociologique (en termes de ressources sociales ou politiques) ne distingue véritablement la quarantaine de députés « frondeurs » du reste du groupe parlementaire (Lecomte, Bouvard, Pérez, Boelaert, 2017), la plupart d'entre eux émanent de courants constitués (« Un monde d'avance », qui rassemblait en 2008 l'ensemble de la gauche du parti, « Maintenant la gauche », produit de la scission du précédent sous l'égide de Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel en 2012), ou de « collectifs », réseaux d'élus et de militants plus ou moins structurés selon le modèle des courants (« Gauche populaire » dirigé par Laurent Baumel et François Kalfon depuis 2011, « Gauche

durable » de Christian Paul depuis 2012). Au fur et à mesure de son développement, la fronde s'est d'ailleurs structurée comme un courant, en organisant ses propres groupes de travail avant la réunion de groupe officielle, en produisant ses propositions programmatiques. Le leadership des « frondeurs » s'est établi selon des logiques médiatiques mais aussi en fonction d'équipes pré-existantes, engagées dans des stratégies à plus long terme tournées vers les futures primaires. Ce leadership a échappé à Benoît Hamon (encore au gouvernement au début du mouvement) comme à Emmanuel Maurel (afin de ne pas déséquilibrer la représentation des courants de gauche en sa faveur), d'où la montée en puissance du binôme Laurent Baumel/Christian Paul, chacun présidant à tour de rôle les réunions des dissidents⁹. Les frondeurs ont d'ailleurs déposé une motion au congrès de Poitiers en 2015, ce qui les a formellement constitués en courant.

Les pratiques de négociation et de coopération entre « associés-rivaux » induites par les dispositifs collégiaux sont certes devenues plus friables, en raison de la marginalisation du PS mais aussi des dynamiques structurelles affectant la vie politique, telles que son individualisation et sa médiatisation. Mais elles n'ont pas disparu du parti et sont peut-être d'autant plus revendiquées par ses dirigeants qu'elles finissent par être ses seuls éléments distinctifs.

À l'approche d'élections municipales cruciales pour sa structuration, le PS entre donc dans une phase critique de son évolution. Si l'on reprend la typologie élaborée par Jennifer Cyr (<https://laviedesidees.fr/Jennifer-Cyr-The-Fates-of-Political-Parties.html>) des différents scénarios qui s'offrent aux partis ayant enduré une crise électorale majeure, on peut sans doute écarter les hypothèses d'une « renaissance » qui verrait le parti revenir à sa situation dominante antérieure, ainsi que celle d'une « réinvention » (comme en témoigne l'échec de Génération.s, le nouveau parti fondé par B. Hamon).

Reste la perspective d'une forme de « rétablissement partisan » (*party recovery*), qui ferait du parti une organisation charnière, nécessaire à l'établissement de majorités de coalition. Au niveau local, le PS devrait réussir à conserver ses bastions municipaux les plus importants (Paris, Lille, Rennes, Brest, Le Mans, Dijon), comme la plupart de ses villes moyennes, capitalisant ainsi sur la rente de ses maires sortants. Mais à Lille, la ré-élection de M. Aubry, bénéficiant pourtant d'une forte notoriété locale et nationale, paraît moins assurée du fait de l'échec de la fusion de sa liste avec celle des Verts. Et là où les maires sortants socialistes ne se représentent pas et/ou se sont ralliés à LREM (comme à Strasbourg), le PS semble avoir perdu sa place centrale dans les coalitions, là encore au profit des écologistes. Cette séquence électorale inhabituelle a cependant au moins partiellement levé une hypothèque qui pesait lourdement sur les destinées électorales du parti. La stratégie nationale de LREM visant à reconquérir un électorat socialiste qui s'est massivement éloigné de la majorité présidentielle depuis 2017 s'est heurtée aux tentations centrifuges de ses élus et de ses candidats. Aux investitures avant le premier tour d'un certain nombre de candidats socialistes ou ex-socialistes soutenus par En Marche, ont répondu, entre les deux tours, des fusions de listes LREM-LR (Lyon, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Bordeaux), démonstrations éclatantes d'une indiscipline partisane que les Marcheurs ont longtemps dénoncée comme caractéristique du PS. Au niveau national, la

⁹ D'après L. Baumel (entretien avec l'auteure, juin 2019).

tentative de recartellisation autour du parti présidentiel, avec le lancement en février 2020 d'un collectif « Territoires de progrès », composé de ministres, d'élus locaux et de députés transfuges du PS (Jean-Yves Le Drian, Olivier Dussopt...) est contrebalancée par la scission en mai de sept députés LREM, qui ont rejoint neuf parlementaires ayant déjà quitté le parti pour former un neuvième groupe à l'Assemblée.

Face à ces recompositions, le PS peut s'appuyer sur une culture organisationnelle dont la résilience tient autant à sa longévité qu'à sa plasticité. Plus qu'une coquille vide ou des routines fossilisées, cette culture frappe par sa capacité à essaimer et à s'exporter, y compris dans des organisations concurrentes. Les débats internes à LFI autour de sa difficile démocratisation, les récentes réformes statutaires de LREM (dont l'organisation, pensée pour éviter toutes divergences internes, vient cependant de se doter d'une « commission des conflits » sur le modèle de celle existant au PS) en sont la meilleure preuve. C'est peut-être ainsi dans le maintien de ses positions locales, mais aussi dans le rapport réflexif et historiquement constitué du PS à son organisation que résident ses meilleures chances de survie.

Pour aller plus loin :

- Carole Bachelot, « Groupons-nous et demain... » Une sociologie des groupes dirigeants du Parti socialiste (1993-2008), Thèse de doctorat en science politique sous la dir. de M. Lazar, IEP Paris, 2008.
- Carole Bachelot, « Un gouvernement des pairs ? De la collégialité au sommet des partis : le cas du parti socialiste », *Revue française de science politique*, vol. 62, no. 3, 2012, p. 383-407.
- Thierry Barboni, Djamel Mermat, et Éric Treille. « Chapitre 9. « Made in internet ». Les nouveaux adhérents du parti socialiste », Fabienne Greffet éd., *Continuerlalutte.com. Les partis politiques sur le web*. Presses de Sciences Po, 2011, p. 167-185.
- Frédéric Cépède, « Du bon usage des chiffres en politique. À propos des effectifs socialistes et d'autres données chiffrées du PS français (1905-2017) », *Histoire & mesure*, vol. xxxiii, no. 1, 2018, p. 3-30.
- Rafael Cos, « L'évidement idéologique du PS », *Mouvements*, 2017/, n°89, p. 22-31.
- Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la socio-démocratie européenne, du régime social-démocrate keynesien au régime social-démocrate de marché*, Paris, Dalloz, 2018.
- Julien Fretel, Rémi Lefebvre, « La faiblesse des partis français, retour sur un lieu commun historiographique », dans M. Offerlé et H. Rouso, *La fabrique interdisciplinaire, Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008.
- Daniel Gaxie, « Les rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 1977, vol. 27.1, p. 123-154.

- Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne, t.1 La présentation de soi*, Paris, Ed. de Minuit, 1996 (1973).
- Gérard Grunberg, « Parti socialiste : aux origines d'un désastre », *Commentaire*, 2017/4 n°160, p. 827-834.
- Ann-Kristin Kölln, « The effects of membership decline on party organisations in Europe », *European Journal of Political Research*, 54, 2015.
- Rémi Lefebvre, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », *Revue française de science politique*, vol. 54, no. 2, 2004, p. 237-260.
- Rémi Lefebvre, « 'Dépassement' ou effacement du Parti socialiste (2012-2017) ? », *Mouvements* n°89, printemps 2017.
- Damien Lecomte, et al. « « Le respect de la boutique ». L'étiologie de la discipline partisane dans le groupe parlementaire socialiste au cours de la 14e législature (2012-2017) », *Politix*, vol. 117, no. 1, 2017, p. 171-199.
- Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.
- Igor Martinache et Frédéric Sawicki (dir.), *La fin des partis ?* Paris, Puf, coll. « La vie des idées », 2020.
- Robert Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne* (trad. J.-M. Angaut), Paris, Folio-Essais, [1911], 2015.
- Angelo Panebianco, *Political parties, organization and power*, New York: Cambridge University Press, 1988.
- Frédéric Sawicki, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », dans D. Cefaï (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, Puf, 2001, p. 191-212.
- Frédéric Sawicki, « L'épreuve du pouvoir est-elle vouée à être fatale au Parti socialiste ? », *Pouvoirs*, 163, 2017, p. 27-41.
- Susan Scarrow, *Changing Approaches to Partisan Mobilization*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

Publié dans lavedesidees.fr le 22 juin 2020